

DES GROUPES ENVIRONNEMENTAUX N'ENDOSSENT PAS LE PLAN NORD DU GOUVERNEMENT CHAREST

Montréal, le lundi 9 mai 2011 – Des dizaines d'organismes environnementaux et de la société civile ne peuvent endosser le Plan Nord, tel que proposé aujourd'hui par le gouvernement Charest. Les groupes sont convaincus que de meilleurs scénarios de développement existent et que de profondes réformes sont nécessaires dans les secteurs des ressources naturelles et énergétiques avant d'aller de l'avant avec le développement tout azimut proposé par le Plan Nord.

Des lacunes majeures

Selon Christian Simard, de Nature Québec, « Le Plan Nord présenté aujourd'hui est avant tout une plateforme pour accroître des modes de développements minier, énergétique et forestier non soutenables et problématiques à plusieurs égards : absence de réforme du régime minier, *Loi sur les mines* désuète, redevances minières quasi inexistantes, stratégie énergétique dépassée favorisant des milliards d'investissement dans les grands barrages au détriment des autres filières énergétiques, exploitation des dernières grandes forêts intactes, modification de la limite nordique pour l'exploitation forestière... et j'en passe! ».

« À ces lacunes s'ajoute l'ouverture de territoires vierges par la construction de nombreuses routes, et ce, sans aucune évaluation environnementale stratégique, pourtant essentielle pour connaître les impacts environnementaux d'un projet d'une ampleur inégalée », affirme Ugo Lapointe de Québec meilleure mine.

« Somme toute, bien que nous ayons accepté de participer de bonne foi aux processus de consultation du Plan Nord, nous constatons avec déception que le gouvernement n'a pas tenu compte de nombreuses recommandations que nous lui avons transmises depuis plus d'un an. Nous ne pouvons donc aujourd'hui en endosser le contenu », affirme Patrick Bonin, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique.

Une Déclaration vide de sens sans un Plan solide

« Le Plan Nord et la « Déclaration des partenaires » qu'ont signés aujourd'hui d'autres intervenants comportent des énoncés de principe auxquels il est difficile de s'opposer. Toutefois, tel que le soulignait récemment le Vérificateur général du Québec, il faut désormais agir et aller « au-delà » des paroles et des intentions en matière de développement durable au Québec. Et il faut surtout le faire en toute transparence avec le public, ce qui a été loin d'être le cas jusqu'à maintenant concernant le Plan Nord. C'est aussi pour ces raisons que nous ne pouvons aujourd'hui endosser la Déclaration et le Plan Nord », affirme Yvan Croteau, président du Regroupement québécois des groupes écologistes.

« Nous avons tous la responsabilité de nous assurer que le développement éventuel du Nord se fasse non simplement en respect des lois et règlements actuellement en place, mais bien selon les meilleures pratiques environnementales au monde. Le développement ne doit plus se faire au détriment des écosystèmes et des générations futures », insiste Nicolas Mainville, de Greenpeace.

Développer autrement

Les groupes environnementaux et ceux de la société civile réitèrent néanmoins qu'ils demeurent dédiés à assurer la mise en place des meilleures pratiques environnementales et à assurer un développement viable pour les communautés locales et autochtones dans ce territoire fragile qu'est le nord. Ils souhaitent qu'avant d'aller de l'avant avec un quelconque Plan Nord, le gouvernement du Québec effectue les réformes nécessaires (mines, énergie, forêts, conservation), évalue les impacts environnementaux globaux pour le nord et considère, en toute transparence, avec l'ensemble des Québécois, les alternatives possibles aux vieux modes de développement actuellement privilégiés.

À noter que différents groupes réagiront également sur les enjeux environnementaux spécifiques à leur

Pour information et signataires:

Christian Simard et Louis Bélanger, Nature Québec (418.928.1150)
Représentants à l'environnement sur les tables Accès au territoire et Forêt du Plan Nord

Ugo Lapointe, Québec meilleure mine ! (514.708.0134)
Représentant à l'environnement sur la table Mine du Plan Nord

Patrick Bonin, Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
Représentant à l'environnement sur la table Énergie du Plan Nord (514.594.1221)

Réal Reid, Fondation Rivières (450.449.9407)
Représentant au développement durable sur la table Énergie du Plan Nord

Patrick Nadeau, Société pour la nature et les parcs du Canada, section Québec (SNAP Québec)
Organisme représentant à l'environnement sur la table des partenaires du Plan Nord

Daniel Breton, Maîtres Chez-Nous 21^e siècle (514-799-3553)

Nicolas Mainville, Greenpeace-Québec (514.214.0843)

Henri Jacob, Action boréale de l'Abitibi-Témiscamingue (ABAT) (819.738.5261)

Yvan Croteau, président du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) (819.856.0337)

Josée Breton, Canopée

John Burcombe, Mouvement Au courant

Thomas Welt, STOP (énergie)